

"Le Conseil de l'euro lancé malgré Tony Blair" dans Libération (13 décembre 1997)

Légende: Le 13 décembre 1997, le quotidien français Libération commente l'attitude de Tony Blair, Premier ministre britannique, et le compromis passé, lors du Conseil européen de Luxembourg des 12 et 13 décembre, entre le Royaume-Uni et ses partenaires européens en ce qui concerne les modalités de participation et de fonctionnement du Conseil de l'euro par rapport, notamment, au Conseil des ministres de l'Économie et des Finances (Ecofin).

Source: Libération. 13.12.1997. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_conseil_de_l_euro_lance_malgre_tony_blair"_dans_liberation_13_decembre_1997-fr-89f5036e-8cfb-4b84-98d6-632a2bb5d299.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Le Conseil de l'Euro lancé malgré Tony Blair

Luxembourg, envoyés spéciaux

Tony Blair s'est trompé tout à la fois de combat et d'époque. En exigeant, tout au long de la matinée de vendredi, avec un entêtement et un ton digne de Margaret Thatcher, un siège de droit au sein du « conseil de l'euro » ou « euro x », ce club « informel » qui réunira les pays de la zone euro, le Premier ministre britannique a sérieusement écorné son image « pro-européenne ». Car, ses partenaires n'ont absolument pas compris comment on pouvait tout à la fois refuser de participer à l'euro - au moins avant 2002 - et, dans le même temps, considérer comme normal de siéger dans une instance dont l'unique but est de permettre aux pays en monnaie unique de discuter entre eux de leurs problèmes monétaires et économiques. La stupeur a atteint son comble dans la salle du Conseil européen lorsque Tony Blair a fait valoir qu'il « *ne faudrait pas que notre opinion publique ait l'impression que nous sommes exclus* » de la monnaie unique... Le chancelier allemand, Helmut Kohl, n'a pas caché son agacement en faisant savoir qu'il n'était « *pas certain de comprendre cette discussion* ». Finalement, dans la soirée, un compromis typiquement communautaire a été trouvé: les Quinze tentent de sauver la face de Tony Blair mais ils ne lui cèdent pas grand-chose sur le fond.

La Grande-Bretagne n'était pas totalement isolée dans cette affaire: le Danemark et la Suède, qui ont choisi de ne pas rejoindre l'euro, ainsi que la Grèce, qui ne remplit aucun des critères de convergence, l'ont soutenue à des degrés divers. Mais aucun ne l'a rejoint dans sa volonté de siéger de plein droit au sein de « l'euro x », conscient que « *lorsqu'on est dehors, on n'est pas dedans* », selon l'expression du porte-parole de l'Elysée. En revanche, les onze autres pays de l'Union, qui ont toutes les chances de se qualifier pour la monnaie unique au mois de mai 1998, n'ont absolument pas voulu d'une participation des « out ». L'exigence britannique d'un siège de « plein droit » reviendrait donc à tuer « l'euro x », puisqu'il ne se distinguerait plus d'un Conseil des ministres de l'économie et des finances (« écofin ») habituel.

Mais voilà: Londres voulait « *protéger les intérêts britanniques et maximiser l'influence britannique sur l'euro x* », comme l'a expliqué en toute franchise le porte-parole de Blair.

Le Premier ministre britannique a donc rejeté, dans un premier temps, toutes les propositions de compromis. Pourtant, les « in » ont été aussi loin qu'ils le pouvaient en proposant aux « out » de les informer de l'ordre du jour de leurs réunions afin qu'ils puissent demander à être invités ou évoquer un sujet abordé au sein de « l'euro x » lors d'une réunion habituelle de l'écofin. Insuffisant pour Tony Blair qui a été jusqu'à contester aux « in » le droit de choisir les sujets dont ils veulent parler entre eux: pour lui, c'est seulement si les « out » ne s'y opposent pas qu'une question peut être abordée au sein de « l'euro x »... La raideur britannique sur sa participation à « l'euro x » a eu, en tout cas, pour effet, de ressouder le front des « in »: depuis quelques jours, en effet, certains pays doutaient publiquement de l'utilité d'un tel forum à partir du moment où les Quinze se sont mis d'accord pour coordonner leurs politiques économiques. En outre, le Royaume-Uni savait qu'il ne pouvait rien empêcher puisque les « in » peuvent parfaitement se passer de son accord pour se réunir informellement. Mais Tony Blair redoutait par-dessus tout de se retrouver officiellement, après seulement huit mois au pouvoir, relégué en seconde division de l'Europe.

Ce qu'il n'a pas réussi à éviter. Car, le compromis finalement approuvé, après cinq heures de discussion, reconnaît qu'il est « *légitime pour les "in" de se réunir afin de discuter de leurs intérêts spécifiques* ». Certes, il prévoit aussi une participation des « out » si les sujets abordés par « l'euro x » sont « d'intérêts communs ». Mais cela est déjà prévu par Maastricht, comme l'a souligné Dominique Strauss-Kahn, le ministre français de l'Economie. L'essentiel est que « l'euro x » ait un acte de naissance en bonne et due forme

P.H. et J.Q.